

# POUR UN COUP D'ÉTAT PACIFIQUE ET LÉGITIME



[Source : <https://polemique.roman-livre.com/>]

[Comme complément à l'article Annonce du renversement du gouvernement français.]

## *POUR UN COUP D'ÉTAT PACIFIQUE ET LÉGITIME*

SELON LE JUSTE DROIT

### *84 MESURES*

dont

15 à prise d'effet immédiat

suivies de la

*Déclaration du Peuple de France*

---

ATTENDU qu'il est prescrit en cas d'invasion ou de tyrannie que le peuple a non seulement le droit, mais le devoir de se révolter et de repousser ses envahisseurs et tyrans

ATTENDU que s'il n'agit pas, il sera coupable de trahison et perdra de ce fait tout droit à revendiquer ce qui lui appartient

ATTENDU que la Résolution 37/43 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 3 décembre 1982 : « Réaffirme la légitimité de la lutte des peuples pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et la libération de la domination étrangère et coloniale et de l'occupation étrangère par tous les moyens disponibles, incluant la lutte armée » (voir aussi les Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies 1514, 3070, 3103, 3246, 3328, 3382, 3421, 3481, 31/91, 32/42 et 32/154), le droit à la résistance est établi, et non seulement, mais encore conforté, légitimé par l'article 1er §4 du premier protocole additionnel de Genève du 08 juin 1977

qui précise que, parmi les conflits armés internationaux, figurent ceux « dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... »

ATTENDU que les peuples occidentaux sont occupés illégalement, d'une part du fait d'envahisseurs importés qui font régner une terreur dans les rues, d'autre part du fait d'une élite apatride inversée parfaitement identifiée, qui ne fait pas mystère de ses vœux et fait venir ces envahisseurs aux fins de détruire les dits peuples, qui a subverti à son profit tous les rouages de l'État ainsi que les médias de propagande, agissant sous couvert laïc mais en réalité confessionnelle, sectaire, suprémaciste et racialisé, la libération est rendue absolument impérative et juste, par quelque moyen que ce soit

ATTENDU que les peuples déplacés par ces migrations subventionnées occasionnent à leur pays d'origine déchéance, pauvreté, perte de souveraineté et défaut de développement

ATTENDU que les gouvernants successifs de la « République française » se sont montrés incapables de maintenir la paix, la Justice, l'instruction, la santé, la vie privée, la liberté, l'économie, la sécurité et *a fortiori* la prospérité, et tout ce qui découle des précédentes

ATTENDU que non seulement ils n'ont pas été compétents en ce sens mais se sont montrés particulièrement zélés à détruire tout cela, qu'ils ont par ailleurs profité de moult avantages par produisant l'enrichissement personnel, l'amnistie systématique, l'immunité judiciaire, la reconduite aux postes via diverses manipulations de la loi électorale et des scrutins eux-mêmes, tandis qu'ils étaient souvent majoritairement condamnables en maintes affaires où leurs concitoyens ont été lésés, qu'ils ont multiplié pillages, crimes, viols, déprédations de toutes sortes y compris de sortes qui ne sont pas prévues par la loi, famines, meurtres de masse y compris de petits enfants, maladies et épidémies, concussion, corruption, prévarication, népotisme, manipulations successives des lois et des institutions, dilapidation des ressources publiques et privées, privatisations indues, qu'ils ont engagé le peuple par des signatures contre lesquelles il s'opposait formellement, quand, encore, il était consulté

et pour bien d'autres motifs encore, déclarons solennellement :

---

## *Françaises, Français,*

Notre pays a connu l'équivalent d'une guerre. Non seulement notre pays, mais une bonne partie de l'Europe, et bien d'autres pays dans le monde. Tout a été saccagé. Etat, santé, justice, éducation, économie, autorité publique,

armées, patrimoine, tout est à terre.

Pis encore: une véritable entreprise de destruction vise non plus seulement vos biens, mais vous-mêmes et votre descendance.

Tout est violé aussi, jusqu'aux textes fondateurs [1].

Nous devons donc agir.

Le coup d'Etat se fera dans l'ordre, dans le respect des personnes et, au cas où quiconque serait atteint dans son intégrité par les nécessités de l'action physique, dans le respect de la loi morale supérieure.

Le gouvernement provisoire prendra les premières décisions suivantes, immédiatement applicables[2].

1. Suspension immédiate de tout épandage par voie aérienne ou autre; l'épandage de produit non naturel est considéré comme empoisonnement de masse, dorénavant formellement interdit, et passible de la peine maximale encourue
2. Arrêt de toute installation du réseau 5G. Toute tentative est considérée comme dans art. précédent
3. Suspension de l'activité, jusqu'à nouvel ordre et hormis les forces de maintien de la sécurité, de toutes les institutions, Ministères, Chambres, Ordres, Conseils, Agences, Bureaux, Observatoires, en bref toute organisation étatique ou para-étatique qui se comptent dans ce pays par *millions*, certaines pour une durée très courte afin de ne point permettre le chaos, d'autres définitivement, pour le faire cesser
4. Suspension de toute activité des organisations étatiques ou para-étatiques notamment d'autorité ou de surveillance publique, policières et militaires ou non, clandestines ou déclarées, sauf en ce qui concerne le maintien de l'ordre public strictement compris [39]; suspension de tout vol militaire jusqu'à nouvel ordre
5. Interdiction de toute vaccination de masse, et rétablissement de la responsabilité des laboratoires pharmaceutiques
6. Annulation de toute amende (y compris contractée lors des dernières manifestations populaires non-syndicales, hors actes de déprédation et agressions, ou pour défaut de port du masque, interdiction renouvelée du masque)
7. Suspension de l'impôt ou tout autre prélèvement direct, jusqu'à nouvel ordre
8. Désengagement des Traités de Lisbonne, Maastricht, Schengen et rétablissement des frontières
9. Défisicalisation totale et déréglementation massive à prise d'effet immédiat pour les métiers de productions naturelles (agriculture, pêche, maraîchage) [10] sous condition de production à bilan kilocalorique positif [10bis]. Suppression des contraintes sur les métiers (administratives, réglementaires, sécuritaires etc.) au niveau de 1950 (sauf exceptions spécifiques)
10. Défisicalisation totale et déréglementation des métiers à revenu précaire

11. Rétablissement des libertés publiques et privées. Suppression des lois sur l'opinion [11] et modification constitutionnelle en faveur de la liberté d'expression intangible, libération des prisonniers politiques, amnistie totale et indemnisation maximale, réhabilitation des chercheurs et/ou lanceurs d'alerte persécutés pour le motif de leur travaux, de leur expression écrite ou orale; poursuite et condamnation de leurs persécuteurs, juges y compris
12. Mise en panne de tous les radars routiers automatiques, démantèlement partiel du parc, abrogation de l'écotaxe; suspension et suppression de tous les compteurs télécommandés, rétablissement de l'obligation du contact direct entre fournisseur et client [42]
13. Mise en examen immédiate de tous les ministres, secrétaires d'État ou conseillers divers ayant participé aux derniers gouvernements depuis 1981, saisie de leurs biens en attendant leur comparution
14. Suspension et mise en examen de tout juge appartenant à une maçonnerie ou organisation secrète antinationale, en attendant jugement et saisie universelle des biens
15. Mise à pied de tout policier ayant commis des violences ou procédé à des arrestations abusives sur manifestants dans les 5 dernières années, en attente de leur jugement

Viennent ensuite les décisions suivantes :

1. Suppression de 580 taxes, impôts, droits, prélèvements, contributions, versements et autres ou redevances (sur les environ 600), avec effet immédiat et rétroactif sur les 5 exercices précédents (dont suppression immédiate de la TVA, de la CSG, de toutes taxes sur la production d'énergie, de la Redevance audiovisuelle, de la Taxe d'habitation, de la Taxe Foncière, des Droits de succession. Baisse de la TIPP [4] – prix à la pompe). Création d'une TVA sociale (appliquée aux seuls produits d'importation)
2. Pénalisation maximale de toute traite humaine
3. Rétablissement immédiat de la sécurité [44] sur l'ensemble du territoire, selon les directives édictées par le gouvernement provisoire, notamment dans les quartiers et villes perdus. La force publique, qui agira à bon escient, selon directives et instructions nettes et avec des moyens nouveaux, aura carte blanche et ne saurait être inquiétée judiciairement durant la période considérée
4. Baisse immédiate de l'impôt sur le revenu des particuliers, baisse drastique de l'impôt sur les sociétés dont plus de la moitié du capital est détenu par de vrais Français [5]
5. Augmentation provisoire de toutes les retraites à un niveau minimal net de 875€, abaissement provisoire de toutes les retraites du public à un niveau maximal (à déterminer) [7]
6. Dissolution de 29 ministères ou missions de l'État (parmi liste) [8]. Le Ministère de l'Éducation nationale redevient, très justement, le Ministère de l'Instruction publique [9]. La dissolution des ministères entraîne la disparition des normes et obligations qu'ils édictent
7. Refonte de tous Codes (du travail, etc.) voire abolition (Code dit de l'Éducation etc.) [43]

8. Sortie de l'Europe dans les meilleurs délais (non-négociables par l'Europe), Frexit. Retour du franc
9. Restauration immédiate du statut du peuple souverain [38]. Le peuple gouverne directement, extinction du système politique. Généralisation du système référendaire, participation directe à l'exercice législatif et judiciaire. Consultation nationale étendue et de droit
10. Dissolution des deux Chambres parlementaires et refonte de la représentation nationale selon de nouveaux postulats intégrant l'expertise; remplacement du Sénat par une assemblée de Sages maîtres en leurs domaines, en nombre réduit, engagés sur leur vie, dont le rôle est le conseil de la Nation, qui exerce directement le pouvoir. Abolition de la fonction du politicien (qui ne sait que faire de la politique en tant que telle)
11. Abolition de la maçonnerie, des sectes satanistes et diverses organisations délinquantes ou criminelles (Dissolution formelle de la franc-maçonnerie du CRIF, de la LICRA, de SOS-Racisme, du Betar, des ligues Antifa etc., coupables de menées antinationales, violences, subversion, violation des droits du peuple et Haute trahison), interdiction d'y appartenir; pénalisation de toute participation, pour un fonctionnaire à une organisation privée (hors clubs associatifs, sportifs etc.). Mise à pied et mise en examen immédiates, avec privation de liberté, saisie des biens et déchéance de nationalité, de tout fonctionnaire maçon du 33ème degré et supérieurs
12. Annulation de la dette nationale pour toute la part de l'intérêt, moratoire sur le principal [3]. L'État ne peut plus emprunter sur un terme dépassant 7 ans
13. Remplacement systématique de tous les documents d'identité biométrique par des documents papier [40]. On abandonnera à terme le passeport, qui n'existait pas avant 1914
14. Séparation de l'État et des banques commerciales, restauration du statut de la Banque de France dont les membres, absolus (i.e. *ab soluta*: libres de tout lien) seront garants sur leurs biens. Les premières banques privées par l'importance sont nationalisées et confiées à des organismes indépendants [41] [45]
15. Rétablissement des Droits et Devoirs régaliens de l'État et budgets attachés : Défense, Justice, Finances (et émission de la monnaie), Droit de Grâce, Aménagement du Territoire, Diplomatie
16. Refonte des attributions et pouvoir des mairies selon les meilleures propositions des Cahiers de doléances
17. Annulation des déficits personnels pour raison d'endettement passif des particuliers
18. Rétablissement du droit de poursuites des laboratoires en cas d'effets secondaires indésirables ou délétères pour l'un quelconque de leurs produits. Plus de 70 cas jugés conduisent à l'interdiction dudit produit
19. Dissolution des « ordres » (de médecins etc.), rétablissement de la liberté médicale
20. Rétablissement de l'herboristerie, interdiction des brevets sur le vivant. Le système de santé s'orientera vers les plantes et le monde naturel, il s'éloignera de la médecine lucrative
21. Prohibition du remboursement de l'avortement et de toute organisation ou communication qui y serait favorable. Interdiction formelle sous peine des

sanctions les plus sévères, de toute vente ou achat de tout organe ou élément extrait, sous quelque forme que ce soit, d'un embryon ou d'un corps, né ou à naître. Dissolution du Planning familial et organisations associées, comparution des dirigeants pour crime contre l'Humanité, saisie universelle des biens des dites organisations et des personnels, à quelque degré qu'ils appartiennent

22. Interdiction de la PMA et de la GPA, de l'adoption par les couples homosexuels [46]
23. Abolition de l'appariage homosexuel et du PACS. Être homosexuel est une affaire privée, la population n'a pas à financer les mœurs. L'État quant à lui se doit constitutionnellement de ne financer que ce qui assure la perpétuation de la vie
24. Déchéance de la nationalité pour tout Français « de papier » (c'est-à-dire ayant obtenu la nationalité étant né à l'étranger ou enfant, ou petit-enfant d'étranger) commettant tout acte délictueux sanctionné par une condamnation à une peine de prison excédant un mois de prison avec sursis, et expulsion dans le pays d'origine, ou à défaut de reconnaissance d'une quelconque origine nationale, en territoire d'outre-mer aménagé à cet effet
25. Renforcement des peines prévues pour outrage à la pudeur, aux bonnes mœurs et à la dignité. Interdiction des manifestations de rue sexualistes, de la débauche publique, fermeture de tout établissement atteignant à la morale publique, de tout débit de drogue, de tout club décadent, de toute publication ou affichage similaire ou promouvant la subversion morale ou politique, de tout site internet similaire, avec peines de prison fermes en cas de récidive
26. Reconduite immédiate à la frontière des délinquants étrangers au premier délit sans possibilité de retour avant 5 ans [30], après paiement au-delà des seules réparations. Peine d'intérêt général en cas de faillite personnelle
27. Tout signe public offensant à caractère sexuel ou injure invoquant la sexualité ou mettant en cause une quelconque parenté de la victime [41] est sanctionné par une mise en examen
28. Toute injure prononcée par un étranger envers un national conduit à l'expulsion immédiate, à ses frais, ainsi que tout désordre public ou atteinte à la tranquillité publique
29. Détricotage législatif et mise à terme de la surenchère parlementaire et législative [12]. Abrogation des circulaires, et ordonnances, suppression de tout décret n'étant pas circonscrit dans l'application stricte de la loi qu'il est censé illustrer. Assainissement et simplification : accessibilité, égalité devant la loi. Réduction à un corpus législatif et légal accessible par le citoyen [13]. Toutes les lois, obligations (vaccinale par exemple) ou interdits votés et édictés depuis 1789 repassent devant le consentement populaire et la chambre législative, l'une après l'autre
30. Établissement d'une politique agricole fondée sur la restauration immédiate de la biologie des sols, interdiction des productions dites intensives, retour aux méthodes naturelles
31. Diminution drastique du nombre d'élus [14], maintien du nombre à parité fixe avec le nombre d'habitants [15]
32. Diminution du nombre de fonctionnaires administratifs d'État et

- territoriaux à parité fixe avec le nombre d'habitants [16], engagements déontologiques stricts. Quasi-suppression des personnels des institutions centrales (chambres parlementaires, cours etc.)S
33. Instauration d'une juridiction populaire jugeant les fonctionnaires sur saisine des citoyens, avec perte du statut après deux condamnations prononcées. Fin, de ce fait, de « l'emploi à vie »
  34. Indexation des revenus du politique sur ses activités réelles et la croissance
  35. Proclamation de l'inutilité des politiques, création d'un régime populaire à exercice direct, référendaire, législatif, judiciaire, sous contrôle de l'assemblée nouvelle
  36. Pénalisation de toute chirurgie-charcuterie visant à changer de sexe, avec peines de 10 années de réclusion incompressibles
  37. Limitation du cumul et des renouvellements des mandats
  38. Augmentation des salaires de fonctionnaires des premiers échelons [17] (catégorie C) et des libéraux dépendants du domaine public (santé notamment)
  39. Établissement de nouveaux modes de scrutin (sauf Europe) [18]
  40. Suppression du département
  41. Suppression des mots faux et maçonniques « Égalité, fraternité » dans la devise nationale. Création d'une nouvelle devise
  42. Allègement draconien des documents administratifs, épuration des fiches salariales [19]. La production d'un document administratif par l'administration sera rendu difficile et il sera rappelé qu'aucun n'est opposable au citoyen s'il n'en passe par la loi
  43. La loi et la loi seule: abolition des divers codes de l'Éducation, de Santé etc.
  44. Contingentement de l'impôt territorial et national [6]
  45. Abolition des zones et banques défiscalisées de Polynésie ou d'ailleurs (où les politiciens français possèdent des comptes qui leur permettent de voir leurs chèques jamais encaissés par le Trésor public)
  46. Rétablissement d'un droit conforme à l'esprit des textes [20]. Rétablissement de la Justice selon l'esprit de la loi. Réhabilitation des juges d'instruction. Refonte du Code pénal et des divers autres textes. Extinction du droit procédural : on en revient à l'intention première. Introduction de la responsabilisation des juges, qui sont élus tous les 3 ans et leurs revenus personnels corrélés à leurs résultats, selon votation des personnes qu'ils ont eues à juger
  47. Sortie de l'Europe légale [21]
  48. Modification de la Constitution, restauration des principes sacrés
  49. Recherche d'un accord mondial pour l'éviction de la spéculation pure et le jeu bancaire [22]. Taxation sur le sol national de la dite spéculation boursière et bancaire. Abaissement des montants circulant à maximum 4 fois les actifs détenus. Désengagement des marchés de la part de l'Etat et collectivités. Prohibition de l'emprunt public sur les marchés : l'Etat seul prête à ses institutions, sous contrôle populaire
  50. Défiscalisation des échanges locaux libres
  51. Dissolution des centaines de milliers d'officines, agences, bureaux, dont Pôle-Emploi, le RSI, les CMPP, la DPJ, la MDPH, l'ASE, la PMI et autres organisations para-étatique plus ou moins légales, légitimes ou même mafieuses [23]. Fin effective du monopole de la Sécurité

- sociale [24]. Condamnation de l'organisme pour chaque empêchement constaté, et mise à pied des juges qui auraient voté en ce sens dans les 3 dernières décennies
52. Interdiction pour les organisations para-étatiques de prétendre agir pour l'Etat, abandon de toutes les délégations usurpées
  53. Nettoyage et contrôle strict des subventions publiques. Interdiction de subvention d'associations culturelles, voire culturelles [25]
  54. Arrêt des subventions aux associations non reconnues d'utilité publique [26] par consultation populaire (ne seront maintenues que les organisations recueillant plus de 80% d'avis favorables) ou par type d'activité, arrêt des subventions à la presse [27]
  55. Législation sur les syndicats et les organisations : obligation de publier des comptes
  56. Politique migratoire cohérente sur la base de compétences en fonction des besoins réels (contrats réels) et de l'asile politique exclusivement [28]. Abolition de la décapitation migratoire, rejet des envahisseurs à la mer
  57. Suppression des dépenses sociales en faveur des étrangers en situation irrégulière [29] ou vivant à l'étranger
  58. Réduction et lisibilité du Code pénal (déclaration solennelle : la loi est faite pour l'homme et non l'homme pour la loi)
  59. Raccourcissement des délais de justice et introduction de procédures à échéance fixe, sous peine de nullité [31]. Création de l'infraction d'outré-délai, sanction des personnels judiciaires en ce cas, perte de la fonction à la troisième récidive. Budgets adéquats du domaine judiciaire
  60. Facilitation du droit d'investigation et d'enquête de l'autorité publique [32]
  61. Prohibition sur les produits phytosanitaires et de consommation dangereux [33], interdiction de production, stockage et transit de ces produits
  62. Relance de la production d'énergies libres(défiscalisation), abandon de l'éolien et du photovoltaïque et autres opérations de pure spéculation [34]
  63. Démantèlement intégral du réseau 5G et prohibition de toute technologie de communication anti-biologique
  64. Allègement du droit du travail, épuration du Code du Travail. Suppression de l'intervention du juge dans les procédures de licenciement [35], renouvellement de la liberté de création d'entreprise, suppression de déclarations, etc. [36]
  65. Rétablissement du statut du médecin, du notaire, suppression des réglementations des métiers de la gynécologie,
  66. Retrait général de l'État dans ses fonctions régaliennes
  67. Rétablissement du délai de réflexion de 7 jours pour l'avortement, interdiction de l'avortement au-delà de 4 semaines de la conception. Référendum sur l'avortement
  68. Désengagement des conflits non stratégiques pour l'intérêt national
  69. Libération de l'initiative entrepreneuriale nationale par la suppression de tout impôt ou démarche avant d'atteindre un seuil de revenu bénéficiaire déterminé [37]
  70. Réforme totale de l'enseignement : liberté des universités et grandes écoles, liberté de fondation d'établissement, suppression de la carte scolaire, établissement de grilles de résultats, promotion au mérite,

management, libéralisation

71. Grands travaux pour le transport à très grande vitesse individuel porte-à-porte en vue du développement de l'intégralité des territoires et connexion aux pays voisins
72. Grands travaux de restauration et reconstruction des monuments, châteaux, monastères et autres ayant été détruits par la révolution, les périodes de trouble, la fiscalité ou les politiques et révolutions urbaines
73. Suppression du changement d'heure (été-hiver)
74. Fin des « monopoles publics » (Fondation de France, attribution des droits d'émission audiovisuelle par le CSA etc.)
75. Suppression du droit d'auto-amnistie parlementaire, révisions des amnisties précédentes,ancements des procédures de réparation
76. Interdiction de la discipline des partis, suppression des quorums pour la constitution des groupes
77. Établissement d'un monarque, représentant la souveraineté populaire et assurant la perpétuation des éléments fondateurs sacrés la Nation, ayant pouvoir de s'opposer à une loi au nom des principes sacrés de la Nation, disposant d'un pouvoir judiciaire étendu et régalien, capable de dissoudre des organisations non-institutionnelles ou de dessaisir des personnes, quelles qu'elles soient, sans procédure, au nom des mêmes principes. Il est *ab-soluta*, absolu, c'est-à-dire sans lien à aucun lobby ou contre-pouvoir, il est libre. Nulle chambre n'a préséance sur lui
78. Le peuple a le pouvoir de déposer le monarque s'il le demande à concurrence de 80% des voix
79. Le monarque est issu d'une assemblée de gens formés dès le jeune âge à tous les métiers du peuple, par les métiers et choisi en son sein par l'ensemble des institutions et du peuple, à concurrence de 75% de voix du peuple et le reste aux institutions. Le monarque ne peut en aucun cas appartenir à quelque organisation politique ou assimilée que ce soit, il n'a le droit d'assister à aucune assemblée secrète à l'étranger, toutes ses dépenses se font sur ses fonds propres, il ne dispose pas de budget, sauf exception
80. Rétablissement d'une vraie Assemblée nationale, à nombre de parlementaires réduits (50 représentants maximum), en charge des lois décidées par le peuple
81. Établissement de l'Assemblée des Sages (400p) désignés par les corporations (organisations des métiers) veillant à amender, conseiller, recomposer les lois décidées par le peuple et les mises en œuvre de l'Assemblée nationale
82. Rétablissement des Corporations qui protègent les citoyens, dirigées directement par eux et présidées par leurs représentants, qui ne peuvent être membre du Conseil des Sages
83. Abolition des subventions aux « mémoires » raciales ou idéologiques. Démantèlement des monuments idolâtres « mémoriels » de la pensée officielle abolie, destruction de tout signe, ouvrage, œuvre, support quelconque ou bâtiment créé avec l'argent public à ces fins scélérates
84. Retour à l'heure naturelle

---

*Ces mesures ne sont pas exhaustives et la nécessité dictera les urgences éventuelles*

## *Déclaration du Peuple de France*

À vous, le Peuple :

à l'origine, la démocratie devait assurer votre existence sous la protection des institutions. Vous en avez été chassés.

Les politiques ont détruit le pays, en transformant progressivement des principes démocratiques en un système inique et privé. Armés de principes inadaptés et pauvres, ils ne pouvaient assumer un devoir qui dépassait leurs capacités. Ils ont ainsi failli à leur tâche et à leurs obligations. En revanche, ils ont apporté zèle et efforts à la destruction universelle du pays.

Vous restez devoir obéir aux lois, ils s'en sont dispensés.

La pauvreté ronge lentement vos revenus, la loi diminue inéluctablement vos droits, votre santé est sabotée, votre éducation dépouillée, la justice partisane, vos administrations laminées, votre sécurité n'est plus assurée et, pour finir, les subsides publics ont acheté vos libertés.

Par des épandages aériens, votre intégrité, votre santé sont directement menacés.

Par le port du masque en dépit des résultats incontestables de pays qui n'en ont pas fait usage, on a diminué votre immunité, augmenté votre stress oxydatif, intoxiqué par votre propre gaz carbonique. Par la « distanciation sociale », on vous a soumis à des comportements contrôlés.

Tout cela, et pas même le dixième, nos ancêtres ne l'auraient jamais accepté. Jamais nos enfants ne pourront vivre avec ce que nous leur laissons – si vivre est un mot qui a encore un sens demain.

Jusqu'ici, en votant pour les partis et en croyant en d'éventuels changements perpétuellement retardés, vous y avez consenti.

Or, depuis le niveau de prospérité jusqu'à la place de la France dans le monde, l'essentiel n'a été que recul. La France, en trois décennies, a vieilli de cinquante.

Et s'il fallait se contenter de peu, le Français avait les moyens matériels, privilégiés à la surface de la Terre, de vivre heureux. La logique de son système moderne, révolutionnaire, portait en germe sa mort lente. L'argent

qui lui est volé par le fisc et les tribunaux finance sa perte.

Voici l'odieuse réalité : vous payez pour mourir.

On prétend souvent que c'est le paysan « accablé sous le poids de l'impôt » qui a fait la Révolution. Or, il ne payait l'équivalent que de 18 jours de travail en impôts (gabelle, taille, vingtième, etc.) alors qu'aujourd'hui, vous n'êtes libéré qu'après 208 jours, soit onze fois plus. Libéré, le mot n'est pas trop fort : le peu qu'il vous reste de droit à vivre est prisonnier.

Il n'y a pas de salut dans le système, il est entre ces mains-là qui détiennent richesses et pouvoirs, et jamais ces mains n'ont été à la fois aussi peu nombreuses et aussi puissantes. La menace totalitaire est universelle.

Si bien que l'inconséquence des gouvernements n'a été que le relais de la spéculation mondialiste. Mais il y a eu aussi, ayons le courage de le reconnaître, à notre niveau quotidien, des relais locaux, presse, syndicats ou associations, qui se chargeaient de votre assentiment. Vous avez vécu une paresse et une léthargie qui n'ont abouti qu'à plus de dépendance, plus de droits coûteux et sans avantages, à plus de désespérance, de conservatisme. En prenant d'une main, et sans penser aux générations à venir, le confort, les avantages et la protection, vous rétrocédiez de l'autre la liberté, la prospérité et la solidarité.

Nous avons laissé tuer l'exception, l'originalité, la créativité qui étaient justement parmi nos plus précieux trésors, qui en réalité étaient le génie français.

On vous a servi du mensonge et vous avez voulu y croire.

Il est l'heure de renoncer à vos chaînes, et de reprendre le pouvoir qui vous a été enlevé.

Pendant que vous auriez besoin de quelques centaines d'euros par an pour mieux vivre, des milliards sont consacrés à des causes scandaleuses. On renfloue des banques qui spéculent sur le désastre et engrangent, en pleine crise, d'énormes dividendes. On fiance des gay-pride, des entreprises criminelles même.

Vous travaillez d'arrache-pied alors que l'oisiveté rapporte souvent davantage.

Les services publics, abandonnés, sont dépourvus de moyens.

Vous êtes submergés de paperasses, de normes, de directives, qui font qu'au lieu de vous consacrer à votre métier, vous donnez votre vie au néant.

Pendant que vous craignez pour votre emploi, on favorise les délocalisations.

Alors que tous les progrès sont possibles, on vous maintient dans la contrainte de systèmes caduques.

Vous ne trouvez pas à vous loger, pendant que les collectivités possèdent les plus monstrueux parcs immobiliers de l'Histoire et que les trusts engrangent les plus fabuleuses fortunes de tous les temps.

Votre bonne volonté et votre bénévolat suppléent aux carences de l'Etat, tandis qu'il ne craint pas de vous appliquer des sanctions et des amendes, de faire valoir des lois que vous seuls respectez.

On fait mine de consacrer quelques dépenses à une écologie purement de façade, et on maintient des structures polluantes depuis la production jusqu'à la consommation.

Vous risquez votre vie dans une société investie par la violence.

On a livré au marché vos terres, votre travail, votre maison et maintenant on vous livre, vous.

Mais il y a plus grave : une nouvelle guerre est déclarée, s'attaquant non plus seulement aux biens de l'homme ou à sa liberté, mais cette fois à sa *nature* même.

Tout cela, maintenant, vous le savez. Vous avez fait ces constats et un million d'autres.

Ce qui se passe n'est pas seulement vrai en France, c'est vrai dans bien d'autres pays.

Les fausses élites se connaissent toutes et s'arrangent entre elles, elles signent en votre nom, par-dessus vos têtes, des traités qui vous engagent sans que vous ayez été consultés, d'autres même que, parfois, vous avez rejetés.

Qui tient la dette tient les nations. Les politiques, qui ne sont rien sans l'argent de la finance, ont creusé les déficits et accru le chômage, pendant qu'ils se votaient des avantages et des amnisties. Mais voyez, ils ne sont rien : ni légitimes, ni compétents. Ils n'ont jamais recueilli de véritables majorités, ils ne comptent ni l'absentéisme électoral ni les votes blancs, qui sont majorité.

Ils n'aiment pas le territoire, d'un côté ils en abandonnent des parts entières à des mafias et des trafiquants, de l'autre ils cèdent tout à l'Europe, cette Europe dont les chefs exécutifs sont désignés et non élus. Ils n'ont pas spécialement besoin de votre santé. Ils n'aiment pas votre liberté, ils votent chaque semaine de nouveaux interdits et de nouvelles

obligations. Ils n'aiment pas votre travail, ils bradent vos emplois.

Ils n'aiment rien en fait de ce qui constitue le corps et l'âme du pays.

En un mot : tout marche à l'envers. Nous sommes dans un système inversé. Ce qui était bon est rejeté, ce qui est mauvais est institutionnalisé. La politique ne sert plus l'homme, c'est l'homme qui sert la politique. L'homme a disparu de la politique, en réalité, et les discours mentent.

N'en parlons plus. Agissons.

Nous ferons notre devoir, parce que nous refusons que ne s'imposent, soit la guerre civile, soit des partis dangereux. Car tout n'est pas fini. La France peut renaître, parce qu'il y a encore les Français.

Nous n'attendrons pas le départ des politiques, nous prenons le pouvoir.

Nous sommes le peuple.

Nous n'allons pas réformer le système, nous allons en changer.

Nous allons refonder une légitimité. Nous développerons un pays de notre siècle et des siècles prochains, en lien avec le monde, pour une prospérité universelle.

Craignez-vous la loi ? Mais, Français, votre volonté prime sur la loi ou les institutions, car la seule légitimité réelle, celle dont parlent les textes fondateurs est, en fait, la vôtre ! Vous pouvez tout puisque le droit, c'est d'abord la nation. Qu'elle s'exprime enfin !

A présent, vous vous révoltez. Il était temps.

Alors, prenons le pouvoir, dans une démarche conforme à l'esprit de la vraie civilisation !

Voici donc notre appel solennel. En ce jour, nous déliions les Français de leurs engagements vis-à-vis d'un système politique qui ne les représente plus, nous répudions les traités que nous n'avons pas signés, nous rejetons les contrats faits sans nous.

Nous choisirons ce qui doit être conservé, et ce qui doit être enlevé. Nous séparerons le bon grain de l'ivraie.

Il n'y a pas de problème que le génie humain ne puisse résoudre, si on lui en laisse la liberté. C'est cette liberté que nous reprenons.

La société française sera désormais consacrée à l'Homme et non plus aux institutions, aux groupes d'intérêts ou à la spéculation.

Le mouvement de civilisation qui partait de l'homme individualiste, sans lien à autrui, et qui le distrayait vers les ensembles continentaux et universels, anonymes et déracinés, reviendra puiser à un universel qui nourrit l'individu. Le sens de l'homme est dans sa proximité, dans son incarnation, l'homme se justifie par son prochain. L'homme n'est pas gouvernable à distance, il n'est pas fait pour les quêtes éthérées, sans lien, ni pour les spéculations sans fondements réels. L'idée qui ne surgit pas du réel tue l'homme. En ce sens, nous tournons le dos aux deux derniers siècles qui ont été les siècles des idéologies.

Nous réconcilierons l'homme et le réel. Le vivant contient les réponses. Le réel est vie.

Nous voulons une civilisation de la vie. Nous la déclarons sacrée, alpha et oméga de la civilisation renouvelée.

Tous les Français de bonne volonté sont conviés à défendre le *renouveau national*, puisqu'ils sont les seuls légitimes à gouverner, en tant que souverains de leur pays.

Les effectifs de police, de gendarmerie et les divers services de sécurité seront solennellement appelés à se mettre en situation de maintenir la paix et l'ordre en tous lieux du territoire, sans attendre ni accepter aucun ordre des responsables qui les ont trahis.

Nous assumerons l'entière responsabilité du destin national jusqu'à ce qu'un nouveau régime stable, garant des libertés, de la prospérité, de l'intégrité nationale, du respect dû aux personnes, soit offert à vos vœux. Nous mettrons en effet en place toutes les circonstances favorables à des élections, les premières véritables élections libres et universelles de France.

Les zones non contrôlées seront rendues à la nation. Nous libérerons les captifs, les endettés, les sans-abris, d'une situation qu'ils n'ont jamais méritée.

A bas la République, vive la vraie France !